



EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE

Etude d'intégration des questions genre dans les processus de prise en compte des liens pauvreté - environnement pour la gestion rationnelle des ressources naturelles et environnementales au Mali

Les objectifs

L'objectif général de cette étude est de promouvoir l'intégration transversale des questions du genre, de la vulnérabilité et des droits humains dans la prise en compte des liens pauvreté-environnement pour la gestion rationnelle des ressources naturelles et environnementales.

La démarche méthodologique

Du fait de la nature des informations à collecter, l'approche a été essentiellement de type qualitatif avec des entretiens semi ouverts. L'étude a fait recours à deux techniques de collecte de données (la revue documentaire et les entretiens).

La revue documentaire a permis de collecter les données sur : les politiques, les lois et ordonnances, les stratégies, programmes et projets en matière de gestion des ressources naturelles et environnementales, la politique nationale genre du Mali, les stratégies et plans d'action de prise en compte du genre. Les analyses ont été renforcées par des divers rapports d'étude sur la situation de la femme dans la gestion des ressources naturelles et environnementales au Mali et en Afrique.

Les résultats de la revue documentaire ont fait ressortir une faiblesse dans la connaissance du concept genre et droits humains par les acteurs du développement et dans leur prise en compte dans les politiques, stratégies, programmes et projets malgré la multiplicité des mesures, textes et lois sur les ressources naturelles (RN) et environnementales. Le lien pauvreté-environnement, même s'il n'est pas formalisé est perceptible dans les activités liées à la GRN et environnementale

Pour les entretiens, la méthodologie utilisée a consisté à administrer auprès des acteurs ciblés, les guides d'entretien individuel ou de focus groupe, élaborés à

cet effet. Les entretiens ont été effectués auprès des personnes ressources de trente sept (37) structures gouvernementales et non gouvernementales. Au total soixante cinq (65) personnes dont 37% de femmes, ont participé aux entretiens.

Les résultats globaux obtenus

Au niveau de la reconnaissance de l'importance de la problématique du genre et des droits humains pour la gestion durable des ressources naturelles et environnementales au Mali

- ▶ Une importance théorique accordée à la prise en compte du genre et des droits humains (du fait d'absence de données capitalisées auprès des structures) couplée d'une connaissance totale et/ou partielle sur les deux concepts.

Quarante six personnes sur 55 (83%) au niveau des services techniques, collectivités décentralisées, ONG et autres organisations de la société civile, reconnaissent l'importance de la prise en compte du genre et des droits humains, même si des préjugés défavorables à cette prise en compte persistent encore auprès de neuf d'entre eux (17%). Egalement neuf personnes sur 55 (17%), ne reconnaissent pas l'importance de la prise en compte des droits humains dans la gestion des ressources naturelles et environnementales du fait selon



eux, de la complexité des droits humains pour la société malienne. Ils trouvent également que les indicateurs liés aux droits humains ne sont pas valables pour les pays africains.

- ▶ L'intégration du genre dans les politiques et stratégies sectorielles a été un processus évolutif, mais les textes demeurent théoriques car leur application n'est pas effective.

Le niveau d'intégration est jugé bon pour certaines personnes et timide pour d'autres même si ces dernières reconnaissent les efforts déployés au plan politique avec le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2012 -2017), la loi d'orientation agricole (LOA) et la politique nationale genre.

- ▶ L'efficacité des stratégies et des programmes et les changements sur les ressources naturelles et environnementales sont perceptibles en termes de données qualitatives.

Les évaluations de certains programmes et de projets ont donné les résultats positifs suivants : (i) diminution de la quantité d'utilisation du charbon et du bois grâce aux foyers améliorés, les briquettes combustibles, aux actions de reboisement, (ii) aux efforts déployés pour améliorer la proximité de l'eau, en rendant l'eau potable disponible toute l'année dans certaines zones.

Seize personnes sur 17, au niveau des services étatiques ne perçoivent pas de problème de mise en œuvre des politiques contre une majorité des organisations de la société civile, des collectivités décentralisées et des partenaires techniques et financiers qui reconnaissent l'inefficacité des mécanismes de mise en œuvre des politiques.

Au niveau des liens pauvreté-environnement et intégration du genre et des droits humains par type d'acteur

- ▶ Tous les acteurs reconnaissent l'existence de liens pauvreté-environnement ainsi

que l'intégration du genre dans l'analyse des liens et qui sont abordés à différentes échelles (village, commune et cercle) même si l'importance de l'intégration du genre est perçue différemment selon les types d'acteurs.

Les partenaires du projet IPE/Mali reconnaissent l'existence d'un lien étroit entre le genre, la pauvreté et la gestion des ressources naturelles et environnementales car à cause de la pauvreté, les populations notamment les femmes et les jeunes jouent un grand rôle dans la corvée de bois et l'utilisation du bois d'énergie. C'est pourquoi, le projet a contribué au verdissement du CSCR 2012-2017 pour prendre en compte ces liens. Mais, il est à retenir que le genre et les droits humains n'ont pas été intégrés à la conception du projet IPE/Mali.

Au niveau des Points d'entrée et axes d'actions stratégiques pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement pour l'élaboration des politiques et stratégies

- ▶ **Il existe plusieurs points d'entrée (institutionnelle et technique) du genre et des droits humains dans la démarche d'élaboration des politiques et stratégies nationales.**

Les acteurs stratégiques dans le processus sont : les PTF, les CPS sectorielles, les personnes ressources au niveau des services étatiques y compris les juristes, les représentants de la sécurité, les conseillers genre et points focaux au niveau des départements ministériels, des ONG internationales et groupes thématiques de la société civile intervenant sur les thématiques genres et droits humains, le secteur privé, les collectivités territoriales.

Au niveau des procédures, lois et opportunités pouvant permettre aux femmes de mieux participer à la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques, stratégies, plans et programmes visant la gestion rationnelle des ressources naturelles et environnementales à tous les niveaux

- ▶ **Il existe des procédures, lois et opportunités qui impliquent les femmes et autres couches vulnérables dans la gestion rationnelle des ressources naturelles et environnementales.**

Le CSCR est le document de référence macro-économique. Il offre l'opportunité d'inscrire le genre et l'environnement dans les axes stratégiques. La loi d'orientation agricole et la politique nationale genre avec ses plans d'action, offrent de réelles opportunités pour assurer la participation des femmes et des jeunes à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques et stratégies nationales.

- ▶ **C'est le CSCR 2012-2017 qui intègre les liens pauvreté-environnement en termes d'orientation, d'objectifs et d'actions dans toutes les composantes.**

L'environnement est une dimension transversale dans le CSCR 2012-2017. L'intégration des questions genre dans le CSCR s'est améliorée d'une génération à une autre. Dans le CSCR (2012-2017), la prise en compte des inégalités sociales est transversale et apparaît dans les orientations stratégiques.

- ▶ **Il existe des projets et programmes de gestion des ressources naturelles et environnementales qui impliquent les femmes et autres couches vulnérables dans la gestion rationnelle en raison de l'exigence des PTF.**

Ce sont : des projets karité, plateformes multifonctionnelles, appui au renforcement de l'équité Hommes/Femmes, le programme

d'appui à la généralisation de l'éducation environnementale, le programme de développement de la pêche, de la filière aquaculture à Sikasso, de la pisciculture en zone OHVN, le programme d'irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué, etc.

- L'outil de gouvernance pour les ONG internationales.

Aucun outil de planification stratégique pour l'intégration des droits humains dans la gestion des ressources naturelles et environnementales n'a été identifié au cours de cette étude.

Au niveau des outils de planification stratégique existants

- ▶ **Existence de plusieurs outils différenciés de planification stratégique selon les types d'acteurs**
 - L'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et l'audit genre jusqu'en 2008 au niveau des projets;
 - L'évaluation environnementale stratégique au moment de l'élaboration des politiques, plans et programmes ;
 - La grille sur les inégalités de genre, les inégalités d'accès aux ressources par l'ODHD ;
 - La cartographie de la pauvreté est utilisée par les projets et programmes pour le choix des zones d'intervention;
 - La toile de l'institutionnalisation du genre ou fiches d'identification des projets et programmes avec un accent sur le genre et des fiches de suivi des aspects environnementaux par les PTF ;

Au niveau des outils appropriés pour l'intégration transversale du genre, des droits humains et de la vulnérabilité sociale

- ▶ **L'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et l'Evaluation Environnementale Stratégique sensibles au genre et la toile de l'institutionnalisation du genre adaptée à l'environnement, sont des outils appropriés pour l'intégration transversale du genre dans les objectifs de gestion rationnelle des ressources naturelles et environnementales.**

Au niveau des opportunités de financement des initiatives d'intégration des questions genre dans les processus de prise en compte des liens pauvreté-environnement

- ▶ **L'environnement étant un domaine transversal pour les PTF et du fait que leurs stratégies de coopération sont développées sur la base du CSCRP, cela constitue une garantie dans l'octroi de fonds**

Des opportunités de financement des initiatives d'intégration du genre et des droits humains en lien avec la gestion rationnelle des ressources naturelles, sont à explorer en fonction des priorités inscrites dans les planifications stratégiques des PTF car il n'existe pas de financement spécifique genre. L'ACDI, la Coopération Suisse, la Coopération Danoise et l'Agence Française de Développement pourront être rapprochées dès la conception du nouveau projet.



Les recommandations

Pour assurer l'intégration des questions genre dans les processus de prise en compte des liens pauvreté-environnement pour la gestion rationnelle des ressources naturelles et environnementales, l'étude recommande:

Recommandations générales

1. Sensibiliser, informer et former les principaux acteurs du développement (Services Techniques, Collectivités Territoriales, ONG, société civile et secteur privé) sur les questions de genre et droits humains en lien avec la pauvreté et l'environnement et mettre à leur disposition des outils et mécanismes appropriés pour favoriser les changements de comportement;
2. Exiger l'intégration du genre et des droits humains dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques macro-économiques et sectorielles ;
3. Développer la synergie entre l'IPE/Mali et le Ministère de la Famille, de la Promotion de la Femme et de l'Enfant et l'ONU-Femmes à travers des protocoles de partenariats formels afin de mieux coordonner et de suivre les indicateurs genre liés à la gestion des ressources naturelles et environnementales et revoir en conséquence la structure de pilotage du projet ;

4. Appuyer les départements sectoriels à élaborer un document référentiel commun pour la prise en compte du genre dans les politiques et stratégies; avec des indicateurs genre en lien avec la pauvreté et l'environnement et faciliter leur intégration et budgétisation lors des revues du CSCRP ;
5. Collaborer avec l'ODHD/LCP afin d'intégrer le genre dans l'outil d'analyse des liens entre la dégradation de l'environnement et le développement humain durable en faisant si possible une analyse comparative de l'évolution des indices (incidence, profondeur et sévérité de la pauvreté) chez les hommes et les femmes pendant les différentes études.

Recommandations spécifiques

1. Intégrer les approches genre et droits humains dans la démarche méthodologique de mise en œuvre du projet IPE/Mali pour la prochaine phase 2014-2017;
2. Mobiliser d'autres financements pour relever les multiples défis de prise en compte du genre et des droits humains par le projet IPE/Mali et exécuter parallèlement un projet pilote dans au moins deux zones agro climatiques différentes (une zone désertique et une zone humide) en vue d'une analyse comparative des liens genre-pauvreté-environnement.

